

M. BLACK (Huron-Sud) : Monsieur l'Orateur, je veux être bref dans l'examen du budget que nous a présenté le Gouvernement. Je suis porté à croire que les membres cherchent plus à critiquer qu'à proposer des mesures nouvelles pour le bien public. Il m'est arrivé de penser que plusieurs s'éloignaient des grandes traditions laissées par nos prédécesseurs au Parlement; qu'ils manquaient de confiance dans les destinées du Canada, au contraire des hommes d'Etat qui étaient ici avant nous il y a cinquante ans. Je me faisais ces réflexions en entendant les paroles de découragement et les dénonciations de quelques-uns de nos collègues. Les grands problèmes du jour sont la dette publique, les impôts, le chômage, l'exploitation des chemins de fer, l'immigration et peut-être aussi les questions du travail. Le groupe qui siège de ce côté se sent parfaitement à l'aise sur ces questions. Personnellement j'ai donné mon appui à toutes les mesures ministérielles tendant à favoriser l'intérêt général et je me suis abstenu quand j'ai jugé que telle ou telle proposition serait dommageable au bien public.

Nous sentons tous le fardeau de la dette que le pays doit supporter, une dette de deux milliards et demi, écrasante pour les contribuables. Il y a des idées qui ont lieu de nous surprendre, comme celles-ci, exprimées en octobre dernier par le chef de l'opposition, parlant à Stratford (Ont.) :

Nos ouvriers forcés de s'expatrier, nos foyers désertés, nos manufactures inactives, le marasme des affaires, le désespoir au cœur des travailleurs, tel est le bilan de la politique du Gouvernement actuel. Le tarif douanier a causé la fermeture de deux mille établissements industriels et chassé trois cent mille Canadiens à l'étranger.

Quand on lit de pareilles jérémiades on s'étonne que les membres de l'opposition prétendent encore que la réduction des droits sur les machines agricoles n'a pas réussi à en abaisser le prix au cultivateur. Mais si tel est le cas, pourquoi tout ce bruit et toutes ces protestations de la part de ces messieurs et des manufacturiers eux-mêmes? Comment peuvent-ils dire que le pays va être ruiné par l'abaissement de ces droits et soutenir en même temps que le prix des instruments aratoires restera le même pour les agriculteurs? J'ai déjà été partisan du libre-échange. C'était il y a trente-cinq ou quarante ans. Mais les choses ont changé depuis cette époque. Je ne suis plus libre-échangiste, mais je suis en faveur d'un tarif de droits aussi bas que possible.

L'honorable député de Fort-William (d'hon. M. Manion) nous a entretenus de la dureté des temps. Il me semble qu'au lieu de ravalement le pays en devrait s'attacher à le remonter. En consultant le *Guide parlementaire*

[M. Hammell.]

j'ai appris que l'honorable membre est né en Canada vers 1880. Il était encore jeune après 1890. S'il avait gagné sa vie à la culture, comme je l'ai fait moi-même, il ne parlerait pas de la dureté de la vie telle qu'elle est aujourd'hui.

L'honorable député de Dufferin (M. Woods) a rappelé que les porcs et les vaches grasses se vendaient \$3.50 et \$3.60 le cent livres. Je me souviens que dans mon temps on n'était jamais sûr du lendemain. Néanmoins, j'avoue que l'agriculture traverse une mauvaise période. J'habite une des meilleures régions de l'Ontario qui a eu une excellente récolte l'année dernière, peut-être la plus abondante connue depuis cinquante ans. Mais à cause des impôts, des frais d'exploitation considérables de nos jours, des prix exorbitants qu'il faut payer pour toute chose, la meilleure récolte n'arrive pas à faire vivre le cultivateur. Je crois toutefois que nous sommes en meilleure posture aujourd'hui que nous ne l'étions vers 1890.

Je crois toutefois que nous sommes en meilleure posture aujourd'hui que nous ne l'étions vers 1890.

En 1911, les cultivateurs canadiens ont vu s'offrir à eux la meilleure occasion qui leur ait jamais été offerte le jour où le pacte réciprocaire fut jeté dans la marmite politique. Cependant, la marmite déborda et échauda 66 p. 100 de la population du pays. Et sur qui doit retomber le blâme? Sur ce groupe de dix-huit ignares de Toronto,—les "nobles dix-huit" comme certains gens les ont surnommés;—voilà suivant moi les hommes qui sont en grande partie responsables de la situation dans laquelle le Canada se trouve actuellement. Ils ont répandu par tout le pays des caricatures de nature à enflammer les préjugés de race et de religion si bien que ce fut une honte et un déshonneur pour notre beau Canada.

Les honorables membres de l'opposition officielle déplorent le mauvais état des affaires et ils ont recours à toutes sortes de moyens pour s'assurer un avantage politique. Or, je leur demande: Pourquoi 300,000 Canadiens ont-ils traversé la frontière? Pourquoi nos fabriques ont-elles fermé leurs portes? Pourquoi l'ouvrier chôme-t-il? Pourquoi nos jeunes gens désertent-ils la ferme? Pourquoi, dans ce beau pays, le plus magnifique du monde, le peuple gémit-il sous le fardeau d'une dette énorme? Je devrais peut-être m'abstenir de remonter jusqu'à l'époque où le gouvernement unioniste tenait les rênes du pouvoir; je soutiens toutefois en premier lieu que l'avance de l'heure fut la plus grande bêtise dont le pays ait jamais eu à souffrir.